

BOSANGI

Numéro 69

Réchauffement climatique

LA FAMINE FRAPPE AUX PORTES DE L'AFRIQUE

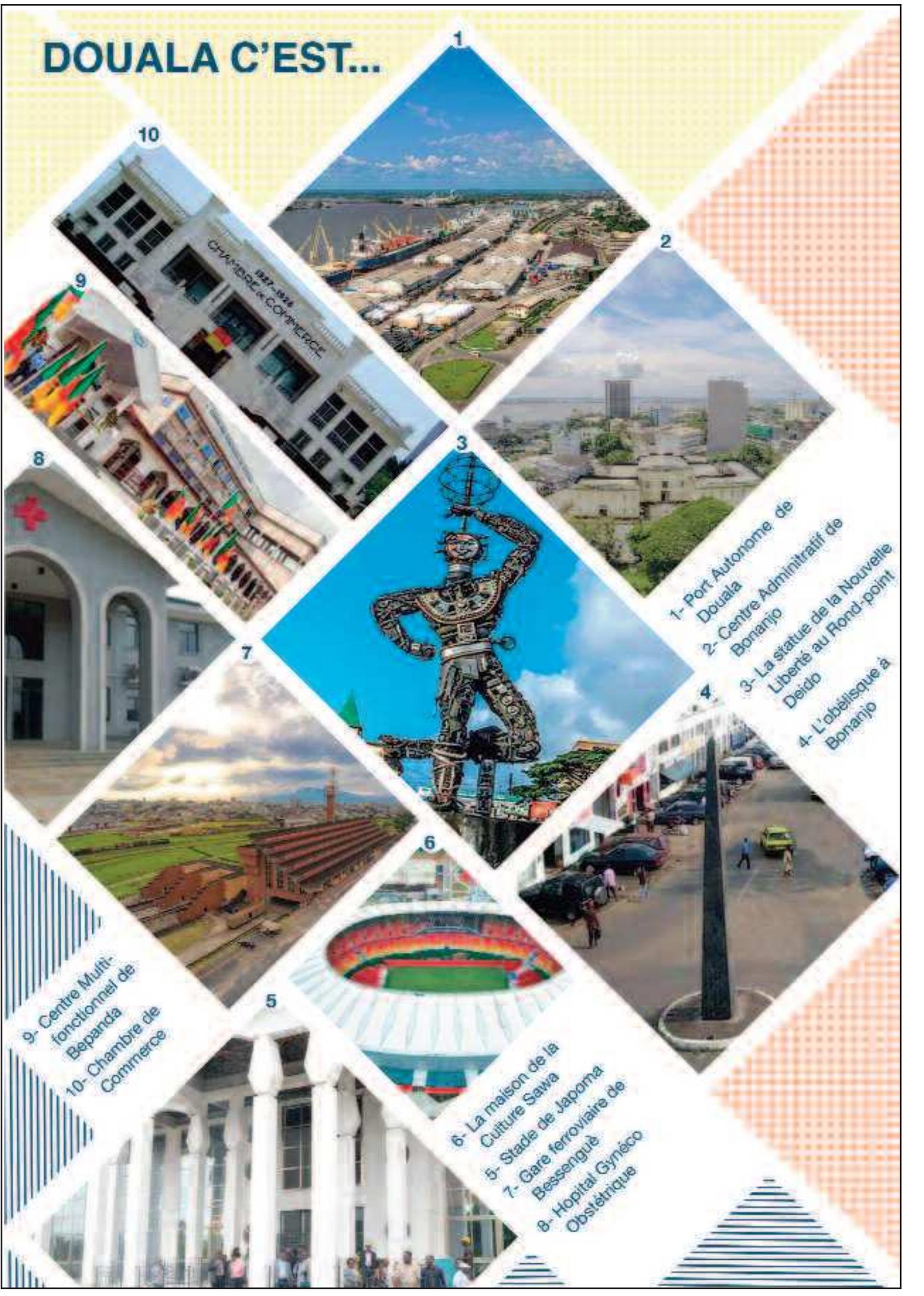


6^{ème} rapport du GIEC

DES SOLUTIONS EXISTENT

Pages 10-16

DOUALA C'EST...



1



2

3

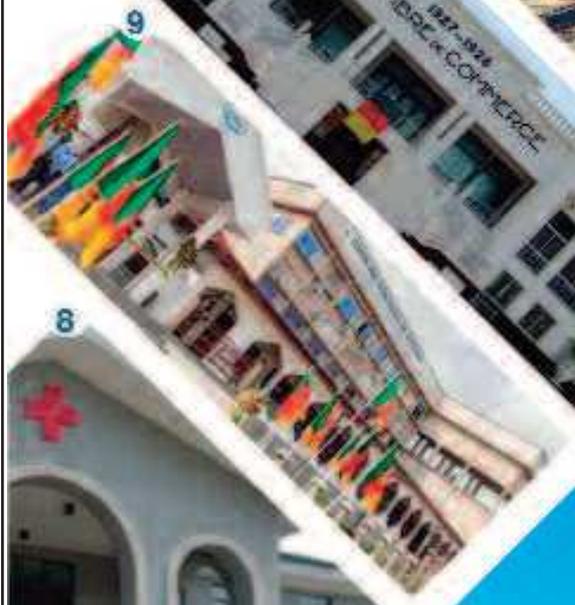


- 1- Port Autonome de Douala
- 2- Centre Administratif de Bonanjo
- 3- La statue de la Nouvelle Liberté au Rond-point Deido
- 4- L'obélisque à Bonanjo

10



7



8



6



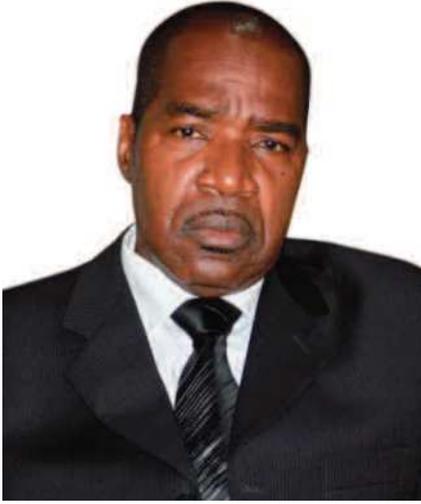
- 6- La maison de la Culture Sawa
- 5- Stade de Japoma
- 7- Gare ferroviaire de Bessengué
- 8- Hopital Gynéco Obstétrique

5

- 9- Centre Multifonctionnel de Bepanda
- 10- Chambre de Commerce



« LE MONDE PEUT-IL CHANGER DE BASES » ?



Par Michel NGAPANOUN,
PRESIDENT DU GROUPE Hysacam

Le monde peut-il changer de bases ? Il doit changer de bases. Il doit secouer ses vieux oripeaux dans l'urgence de la pensée et se réinventer en protégeant la planète.

Inondations, éboulements, ouragans, tempêtes, autant de catastrophes naturelles ! La planète traîne désastres et désolations qui rendent la vie précaire à ses habitants. A ces catastrophes « naturelles » viennent s'ajouter la détérioration de la biodiversité, les bouleversements climatiques, entraînant une modification structurelle de la face du monde. Sans compter toutes ces guerres inutiles pour les peuples mais sans doute rentables pour les initiateurs. Tout cela montre que le monde est pris dans un malstrom, un tourbillon, irrépressible.

Ces dérèglements ont permis de développer dans les magazines, les rapports, une fonction tribunitienne : dénoncer pour faire prendre conscience aux dirigeants, aux gouvernants de l'urgence de changer les approches, de renouveler les paradigmes. Mais les atavismes ont la peau dure et l'histoire concrète des hommes ne va pas aussi vite que la formulation de son évolution. Le dernier rapport du GIEC, ce groupe d'experts intergouvernemental, montre que des solutions existent pour

stopper le dérèglement de la terre. Mais mobilise-t-on les citoyens autour des choses positives ? Une philosophie de la victimisation et du déni a pris corps dans l'esprit des citoyens modernes : il est inutile de parler des trains qui arrivent à l'heure. Il vaut mieux parler de ceux qui arrivent en retard et au besoin d'identifier les coupables en désignant des boucs émissaires. Or l'inconvénient de cette vision, est qu'elle est unilatérale et conduit à l'impasse et bien peu de fois promeut des corrections. Alors le monde peut-il changer de bases ? Il doit changer de bases. Il doit secouer ses vieux oripeaux dans l'urgence de la pensée et se réinventer en protégeant la planète. Il doit se démarquer du catastrophisme en proposant un discours de paix, de protection et de défense de l'environnement. L'actualité écologique met plus que jamais en exergue l'impératif d'une solidarité agissante et de la mutualisation des compétences. C'est comme cela et comme cela seulement que le monde peut changer de bases.

Bosangi

Une publication de Hysacam

B.P. : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction

Gyna ANGOUN
Ont participé à ce numéro :
Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO,
Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean
Célestin EDJANGUE, Charles Jengu Lotin,
Leona Nounga

Montage

Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com
Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire



► Actualité 6-9

1. ANUE-5 : changer l'industrie mondiale du plastique, *par Boris Ngounou*
2. Conflit russo-ukrainien, panique sur l'énergie et les matières premières, *par Eric Vincent Fomo*
3. 9th World Water Forum, Dakar 2022, *par Njenyu Jator*

8



► Dossier 10-16

LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DES SOLUTIONS EXISTENT !

Le Giec qui un groupe d'experts intergouvernemental, a publié son dernier rapport. Cet exercice de veille et ce rôle de vigie, il l'a commencé en 1990. Cinq rapports d'évaluation sur l'état de la planète. Le dernier rapport en date a retenu

l'attention de votre magazine Bosangi. Pour trois raisons simples : des solutions existent. Il n'y a aucune fatalité.



13

1. Qu'est-ce que le GIEC ? *par Jean-Loïc Amougou*
2. Les rapports alarmistes du Giec recommandent néanmoins des initiatives durables qui pourraient permettre de maintenir la vie sur terre. *par Eric Vincent Fomo*
3. Doit-on prendre pour argent comptant les conclusions du GIEC ? *par Boris Ngounou*
4. Climate Change and Land, *par Jator Njenyu*



19

► Evènement 18-19

1. Africités 2022, priorité à la gouvernance urbaine, *par Eric Vincent FOMO*
2. Tunisie: valorisation des déchets en méthane pour alimenter 800 taxis à Sfax, *par Boris Ngounou*

► Nouvelles d'ailleurs 20-21

1. Recyclage des déchets plastiques, les prouesses d'Ecoplast au Kenya, *par Eric Vincent FOMO*
2. Ghana, des routes en plastique, *par Jean-Loïc Amougou*

Les autorités municipales de Sfax, ville située à l'Est de la Tunisie, annoncent un projet de valorisation énergétique des déchets. Il s'agit de la mise en place d'une usine de valorisation énergétique des déchets ménagers en méthane.

► Regard 22-23

Consequences of plastic pollution on biodiversity
par Jator Njenyu

► Réflexions 24-25

Crise Ukraine-Russie, et si on allait vers une troisième guerre mondiale énergétique?
par Leona Nounga

22



26

► Portrait 26-27

Babette Tchonang, une jeune camerounaise à la Nasa
par Boris Ngounou

► Parole à... 28-29

HENRIETTE EKWE, *propos recueillis par Leona Nounga*

► Carte postale 31

Kisumu-KENYA

► Note de lecture 32-33

Un gongourt africain, « La plus secrète mémoire des hommes », de Mohamed Mbougar SARR
par la Rédaction de Bosangi

► Forum des lecteurs 34

Par Josiane Schon



BABETTE TCHONANG

Une jeune camerounaise nouvellement recrutée à la Nasa, pour participer à des travaux de recherche sur le réchauffement climatique

ANUE-5

CHANGER L'INDUSTRIE MONDIALE DU PLASTIQUE

Boris Ngounou

Elaborer un accord international juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution par les plastiques. C'est tout l'enjeu de la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-5), tenue du 28 février au 2 mars 2022 à Nairobi au Kenya. Pour le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) qui est l'organe organisateur de cet événement, la pollution par les plastiques est un problème mondial. Environ 7 milliards des 9,2 milliards de tonnes de plastique produites entre 1950 et 2017 sont devenus des déchets plastiques, finissant dans des décharges ou jetés dans la nature.

« Le monde doit s'unir pour faire la guerre au plastique ». C'est l'ambition sous laquelle s'est tenue la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-5), tenue du 28 février au 2 mars 2022 à Nairobi au Kenya. Pour y parvenir, les ministres de l'environnement et d'autres représentants de plus de 170 nations ont été invités à négocier l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution par les plastiques. « Je suis convaincue qu'une fois que l'Assemblée l'aura approuvé, nous aurons entre les mains quelque chose de véritablement historique » a déclaré Inger Andersen, la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). C'est en effet depuis septembre 2021 que les décideurs examinent la faisabilité d'un accord mondial sur le plastique. Plus de 150 pays ont exprimé leur intérêt pour des négociations y relatives, tandis que 74 grandes entreprises les ont exhortés à le faire.

Le PNUE appelle à un changement

de paradigme dans l'industrie mondiale du plastique, en compte l'ensemble du cycle de vie des plastiques, de l'extraction des matières premières à l'amélioration de la gestion des déchets, en passant par les solutions de remplacement. Il s'agit d'éliminer les produits qui sont inutiles, évitables ou problématiques et de concevoir les produits en vue de leur réutilisation et de leur recyclage et veiller à ce qu'ils le soient. Selon le PNUE, cette approche permettra de réduire de plus de 80 % le volume de plastique entrant dans nos océans d'ici 2040 et réduire de 55 % la production de plastique vierge, réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 % et créer 700 000 emplois supplémentaires, principalement dans les pays du Sud.

Perspectives de l'ANUE

Créée en juin 2014 sous la supervision du PNUE, l'ANUE se réunit tous les deux ans afin de fixer les priorités des politiques environnementales mondiales et de développer le droit international de l'environnement. Les décisions et résolutions prises ensuite par les États membres lors de l'Assemblée définissent également le travail du PNUE.

En raison de la pandémie de la COVID 19, les États membres ont convenu d'une approche en deux temps pour l'ANUE-5 : une session en ligne (22-23 février 2021) et une réunion en présentiel qui a lieu entre le 28 février et le 2 mars 2022, sous le thème « Renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les objectifs de développement durable ». Outre la volonté de faire progresser un accord mondial sur la pollution par les plastiques, les projets de résolution de ces assises ont également porté sur la biodiversité et la santé, l'économie verte et la mobilité.





CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

PANIQUE SUR L'ÉNERGIE ET LES MATIÈRES PREMIÈRES

Si le conflit se prolonge sur une année, la croissance mondiale pourrait se voir amputée d'un point et l'inflation augmenter de 2,5 points supplémentaires.

Eric Vincent FOMO

La guerre en Ukraine déclenchée le 24 février dernier par le président russe Vladimir Poutine, a ébranlé l'économie mondiale. Le conflit dont l'épicentre se trouve en Europe de l'Est, connaît un prolongement sur la planète entière. Les prévisions de l'OCDE font état d'une croissance économique mondiale inférieure de plus d'un point de pourcentage. L'économie mondiale pourrait se voir amputer d'environ 800 milliards de dollars. Les sanctions imposées par les occidentaux à la Russie mettent une pression aussi bien sur les matières premières, le transport et l'électricité. Dans ce dernier volet, l'on note une pression sur les prix de l'énergie. A fin mars 2022, le prix du baril de Brent a flambé, au point d'être désormais au-dessus des 100 dollars. Malgré un léger recul du cours du gaz, il est resté haut, autour de 100 euros/MWh. Par conséquent, les tarifs de l'électricité

enregistrent une hausse peu soutenable, autour de 174 euros/MWh.

L'influence des belligérants sur la géopolitique des matières premières est significative. D'après l'OCDE, la Russie et l'Ukraine représentent 30% des exportations mondiales de blé, 20% pour le maïs, les engrais minéraux et le gaz naturel, et 11% pour le pétrole, estime l'OCDE. Les projections de l'institution font état de ce que si la flambée des prix se poursuit sur une année après l'éclatement du conflit, la croissance mondiale pourrait se voir amputée d'un point et l'inflation augmenter de 2,5 points supplémentaires.

De sources concordantes, l'Europe sera l'une des régions la plus affectée par le conflit, compte tenu de ses liens économiques et énergétiques avec les deux pays. En ce qui concerne le blé, il faut craindre un risque accru des crises dans certains pays, avec de

potentiels désastres humanitaires et une forte augmentation de la pauvreté et de la faim. La Russie fournit également environ 40% du gaz européen ; ce qui pourrait conforter ses partenaires dans une position d'extrême dépendance. Le continent africain n'est pas en reste. 32 pays importent plus de 90% de leur consommation en blé en Russie et en Ukraine, avec des risques d'inflation en perspective.

Le secteur du transport trinque aussi. Les sanctions européennes contre la Russie ont engendré des restrictions douanières. A cause des contrôles plus poussés, la durée des trajets a augmenté et les coûts ont connu une envolée. Il faut ajouter à cela le fait que la plupart des chauffeurs de poids lourds sont Ukrainiens ou Biélorusses qui ont décidé de rentrer dans leurs pays pour leur soutien à l'effort de guerre. Une situation qui provoque la pénurie de camions.

L'envolée des prix du pétrole fait craindre des perturbations énergétiques.



République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi



9TH WORLD WATER
FORUM | DAKAR 2021



9TH WORLD WATER FORUM, DAKAR 2022

Participants from every horizon, including political and economic decision-makers, multilateral institutions, academia, civil society and the private sector gathered in Dakar, Senegal, for the 9th World Water Forum from 22-27 March 2022.

Jator Njenyu

Building upon previous World Water Forums, the 9th Forum, through an innovative framework, held under the theme, "Water Security for Peace and Development" identified, sought to promote and implement concrete responses and actions for water and sanitation in an integrated way. It was the first time the World Water Forum, the largest international water-related event, was held in sub-Saharan Africa.

Senegal creates international panel on investment

Senegal has announced the "creation of a high-level international panel on investment in water in Africa". Minister of Water Serigne Mbaye Thiam announced the creation of the panel at the closing ceremony of the 9th World Water Forum in Dakar on Friday. "The objective of the panel is to develop concrete ways to mobilise \$30 billion per year until 2030 to implement the

African Water Investment Programme and to close the existing water investment gap in the African continent." Serigne Mbaye Thiam, said at the closing ceremony.

"On behalf of the Head of State, President Macky Sall, Chairperson of the African Union, I hereby announce the official establishment of an international high-level panel on water investments in Africa." he added.

The World Water forum under the theme "Water Security for Peace and Development" held multiple sessions, around four priority themes: water security and sanitation, water for rural development, cooperation, means and tools.

It was the first time a country in sub-Saharan Africa was hosting the forum.

In his opening speech, Senegalese president Macky Sall strongly insisted on the importance of water conservation, hoping that the issue



remains at the heart of the international agenda. He also invited the international community to pay attention to water issues, and asked participants to do everything to meet the expectations of the forum.

Officials of international institutions, decision-makers and academics participated in the forum. Jakaya Kikwete, former President of Tanzania buttressed the need for financing.

"We have heard numerous times mention of 114 billion dollars in the global market capital investment, excluding maintenance, which will be needed annually to close the gap for the population using safely and managing drinking water and sanitation services."

The just concluded 9th edition was initially planned to be held in March 2021 in Senegal, but it was postponed by one year due to the COVID-19 pandemic.

An innovative approach

The goal of Senegal and the World Water Council was to organize a more effective Forum at the social, political

and economic levels, a Forum Catalyst for Action on commitments on water and sanitation, a Forum connected with the SDG agendas, platforms and commitments, the Sendai Agreement on Natural Hazards and Disasters, the Paris Climate Agreement, Africa's Agenda 2063, etc., and a contextualized, global and local Forum, anchored on the main water challenges of Africa and the world. It is important to note that previous editions of the World Water Forum included three major processes: thematic, political and regional. The 9th World Water Forum in Dakar will mark a break with the institutional organization of past Forums. It focused on an integrated preparation based on quality exchanges, multiactors around a limited number of priorities integrating the previous tools of the processes: thematic, political, regional, citizen. The Dakar 2021 Forum will focus on four priorities:

Water security and sanitation

Cooperation

Water for rural development

Means and tools

Galvanizing commitment and mobilizing action

Created in 1996, the World Water Council is the founder and co-organizer of the World Water Forum and catalyzes collective action during and in between each Forum.

The World Water Forum is the world's largest event on water. It has been organized every three years since 1997 by the World Water Council, in partnership with a host country. The 9th Forum will be the first of its kind to be hosted in sub-Saharan Africa.

By bringing together participants from all levels and areas, including politics, multilateral institutions, academia, civil society and the private sector, among others, the World Water Forum provides a unique platform where the international water community and key decision makers can collaborate and make long-term progress on global water challenges.

Over the years, the number of people participating in the Forum has grown from a few hundred to tens of thousands, from both the international community and host countries.

By participating in the upcoming 9th World Water Forum, you can build on this momentum and contribute to strengthening the ability of the entire world to respond to the challenges of water and sanitation of the time.



DOSSIER



Lutte contre les changements climatiques **DES SOLUTIONS EXISTENT !**

Le Giec qui un groupe d'experts intergouvernemental, a publié son dernier rapport. Cet exercice de veille et ce rôle de vigie, il l'a commencé en 1990. Cinq rapports d'évaluation sur l'état de la planète. Le dernier rapport en date a retenu l'attention de votre magazine

Bosangi. Pour trois raisons simples : des solutions existent. Il n'y a aucune fatalité. L'évolution du monde dépend de la volonté des hommes. Sur le continent le combat est timide mais les ravages dangereux. Il faut prendre la mesure des enjeux. Lisez plutôt !

QU'EST-CE QUE LE GIEC ?

Le GIEC est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Créé en 1988 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il rassemble 195 États membres.

Jean-Loïc Amougou

Lieu d'expertise synthétisant l'état des connaissances sur le changement climatique et le rôle de l'activité humaine, le GIEC publie des rapports scientifiques sur lesquels s'appuient les États pour trouver des accords dans la lutte contre le réchauffement.

Le bureau du GIEC rassemble ainsi les scientifiques de diverses nationalités et diverses disciplines. Le GIEC est par ailleurs composé de trois groupes de travail (aspects scientifiques du changement climatique ; impact et vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels ; solutions envisageables) et d'une équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre.

Depuis sa création, il a publié cinq rapports d'évaluation (1990, 1995-1996, 2001, 2007, 2013-2014), montrant l'intensification de l'effet de serre du fait de l'activité humaine, et des rapports consacrés à des thèmes spécifiques. Le cinquième rapport, synthétisant 9 200 études, a notamment montré que toute augmentation des températures au-delà de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels aggraverait les impacts sur l'environnement.

La question du rapport au politique est fréquemment soulevée. Le fait que les résumés des rapports doivent être approuvés par les représentants des gouvernements montre l'imbrication avec la sphère politique. Par ailleurs, le GIEC a parfois été accusé de dramatiser la situation. Après l'échec de la Conférence de Copenhague en 2009 éclate un climategate, les climatosceptiques accusant plusieurs experts du GIEC de fraude scientifique.

Or, le mandat du GIEC consiste à fournir une expertise aidant la prise de décision politique et servant de base aux négociations multilatérales, mais il n'est pas directement prescripteur ni

ne prend part aux négociations autrement qu'au titre d'observateur. Aussi n'empiète-t-il pas sur les décisions souveraines des États.

On dit de ces rapports qu'ils sont "policy relevant, but not policy prescriptive" ("politiquement pertinents, mais non prescriptifs"). Pour autant, ils ont un impact considérable, les décideurs politiques tentant d'agir en conformité avec le diagnostic scientifique. Ainsi, le rapport de 1990 a suscité une prise de conscience annonçant la Conférence de Rio, celui de 1995-1996 a préparé le Protocole de Kyoto, etc.

En 2007, le GIEC reçoit le prix Nobel de la paix conjointement avec l'ancien vice-président américain Al Gore.

Les missions du GIEC

Le GIEC a été créé en 1988 par deux institutions des Nations unies :

- Organisation météorologique mondiale (OMM)
- Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Cet organisme intergouvernemental est ouvert à tous les pays membres de ces deux organisations.



195

Membres du GIEC, soit la quasi-totalité des pays du monde

- Le GIEC a pour mandat d'évaluer, sans parti pris et de manière méthodique et objective, l'information scientifique, technique et socio-économique disponible en rapport avec la question du changement du climat. Ces informations sont synthétisées à partir des recherches ou études effectuées par des scientifiques, des experts ou des organismes et publiées dans des revues scientifiques.

- Le GIEC n'est pas un laboratoire ni une structure commanditant et finançant ses propres recherches. C'est un lieu d'expertise collective visant à synthétiser les travaux menés dans les laboratoires du monde entier.

- Le GIEC travaille à dégager clairement les éléments qui relèvent d'un consensus de la communauté scientifique et à identifier les limites dans les connaissances ou l'interprétation des résultats. La compréhension des fondements scientifiques du changement climatique provoqué par l'homme doit permettre

d'en établir les conséquences et d'envisager des stratégies d'adaptation et d'atténuation.

Structure du GIEC

L'assemblée générale du GIEC

Le GIEC fonctionne sur la base d'une réunion plénière qui se réunit une ou deux fois par an et dans laquelle chaque membre dispose d'une voix. Toutes les décisions, à l'exception de l'élection des membres du Bureau, sont prises par les représentants des gouvernements, par consensus, en réunion plénière. Chaque gouvernement dispose d'un point focal national. En France, cette mission est dévolue à l'ONERC (Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique).

Le bureau du GIEC

Organe exécutif du GIEC, le bureau est composé de scientifiques élus par l'assemblée plénière de manière à représenter les différentes disciplines et régions du monde.

Ses 36 membres incluent :

- le président : Hoesung Lee (République de Corée), élu le 6/10/2015
- 3 vice-présidents : Ko Barrett (USA), Thelma Krug (Brésil), Youba Sokona (République du Mali)
- les bureaux de chacun des 3 groupes de travail
- les 2 coprésidents de l'équipe spéciale

Les membres du bureau sont élus pour un cycle complet qui dure de cinq à sept ans, ce qui correspond à la durée de l'établissement d'un rapport d'évaluation. L'actuel bureau du GIEC a été élu au cours de la 42e réunion plénière du GIEC qui s'est déroulée du 5 au 8 octobre 2015 à Dubrovnik, en Croatie. Cette élection a aussi permis de déterminer la composition du bureau des équipes de chacun des groupes de travail du GIEC.

- Liste des membres du bureau du GIEC

Les groupes de travail du GIEC : 3+1

L'expertise scientifique est conduite par trois groupes de travail et une équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES).

- Le groupe de travail 1 évalue les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat.

- Le groupe de travail 2 s'occupe des questions concernant la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives de ces changements et les possibilités de s'y adapter.

- Le groupe de travail 3 évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de toute autre manière les changements climatiques.

- L'équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre développe et améliore un guide méthodologique pour le suivi des émissions de GES. L'usage d'une telle référence commune favorise les travaux de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le secrétariat du GIEC

Le GIEC dispose d'un secrétariat à Genève (Suisse), hébergé par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM). Le secrétariat du GIEC est composé seulement d'une dizaine de permanents.

- Organisation Météorologique Mondiale (OMM)

- Le Secrétariat du GIEC

Le budget du GIEC

Les États-membres peuvent contribuer volontairement au budget annuel du GIEC qui est d'environ 6 millions d'euros.

La contribution de la France s'élève à 1 million d'euros et est alimentée par trois ministères : Transition écologique, Affaires étrangères, Recherche. Depuis 2016, la France finance aussi le fonctionnement de l'unité de support technique du groupe de travail 1.

Les groupes de travail sont composés de scientifiques s'engageant bénévolement comme experts (environ 8 mois d'équivalent temps plein répartis sur 3 ans).

Activités et procédures du GIEC

La principale mission du GIEC consiste à évaluer, à chacun de ses cycles, l'état des connaissances les plus avancées relatives au changement climatique.

Pour ce faire, il produit durant chacun de ses cycles :

- un rapport d'évaluation composé de plusieurs volumes. Cinq rapports d'évaluations ont été publiés entre 1990 et 2014. En mai 2017, le GIEC a

défini le plan du sixième rapport d'évaluation (AR6) qui sera publié entre 2021 et 2022.

- des rapports spéciaux qui fournissent une évaluation relative à thème spécifique. Au cours de son 6e cycle, le GIEC a produit 3 rapports spéciaux dont les thèmes ont été choisis par les États.

Le GIEC peut également produire :

- des rapports méthodologiques dans lesquels les experts fixent les méthodes à appliquer pour les inventaires nationaux d'émissions de gaz à effet de serre.

- des documents techniques sur des sujets qui nécessitent des informations et des avis scientifiques établis de façon collective, indépendante et transparente.

Les rapports du GIEC ne doivent pas prescrire de choix de nature politique. La formule constamment rappelée à ce sujet est que le contenu des rapports doit être « policy relevant, but not policy prescriptive » (pertinentes politiquement, mais non prescriptives). Si l'originalité du GIEC est d'associer les États au processus d'élaboration des rapports d'évaluation, ceux-ci n'interviennent que lors de la phase finale : la rédaction du « résumé pour décideurs ». Ce texte est examiné puis adopté ligne par ligne par les représentants des gouvernements sous le contrôle des scientifiques, auteurs du texte initial. Ainsi, les États interviennent effectivement dans le processus d'acceptation de la synthèse des rapports d'évaluation, ce qui leur donne un caractère universel, mais pas dans le processus d'expertise scientifique qui consiste à rédiger le rapport extensif.

La production du GIEC constitue l'apport scientifique alimentant les négociations internationales sur le climat qui se déroulent sous l'égide de la CCNUCC, notamment pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris qui est entré en vigueur le 4 novembre 2016.

Lors des négociations internationales, le GIEC a le statut d'observateur.

Les travaux du GIEC obéissent à une série de principes et de procédures clairement définis pour toutes ses activités, et sont constamment révisés et actualisés afin de garantir leur efficacité, leur transparence et leur fiabilité en toutes circonstances.

DES INITIATIVES DURABLES POUR MAINTENIR LA VIE SUR TERRE

Eric Vincent FOMO



Le 4 avril 2022, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a rendu public un nouveau rapport précisant que les émissions de carbone nocives de 2010 à 2019 n'ont jamais été aussi élevées dans l'histoire de l'humanité. Tout en indiquant que c'est « maintenant ou jamais » qu'il faut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Ce constat a d'ailleurs poussé le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, à plaider auprès des gouvernements du monde pour une réévaluation de leurs politiques énergétiques, au risque de voir le monde inhabitable. Les conclusions des experts du Giec publiées le 28 février 2022 et en août 2021 tiraient déjà la sonnette d'alarme, en faisant observer que le changement climatique était plus rapide que prévu. Alors que certaines zones du monde sont déjà dans des situations critiques en termes de vulnérabilité aux dérèglements du climat, le réchauffement climatique pourrait

atteindre 2,7°C à la fin du siècle si le rythme actuel de développement se poursuit.

Le sixième rapport d'évaluation de février 2022 n'est pas tendre dans ses conclusions. Le document indique que les activités anthropiques (dus à l'Homme) sont en majeure partie les causes du réchauffement climatique. Sous un tout autre angle, le sort des populations des villes, où est concentrée plus de la moitié de la population mondiale, est menacé : vagues de chaleur, tempêtes, sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer, etc. Les rapports n'hésitent pas à indexer un « manque de volonté politique », notamment le non-respect des engagements de Glasgow lors de la COP 26 en Ecosse, en matière de doublement des budgets.

L'espoir reste tout de même permis. Le rapport d'avril 2022 propose des initiatives pour un développement résilient au climat. Cela nécessite l'injection de ressources financières pour une transition énergétique afin

de réduire les émissions de gaz, une meilleure gestion de l'eau et de l'irrigation, une préservation du milieu naturel à travers la restauration des forêts et des écosystèmes naturels par exemple... Les experts du Giec sont davantage favorables au remplacement des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole) par des sources d'énergie bas-carbone ou neutres comme l'éolien, le photovoltaïque ou la petite hydroélectricité.

Le salut de la planète pourrait également passer la limitation du gaspillage alimentaire et la reconfiguration du fonctionnement futur des zones urbaines qui abriteront 70% de la population mondiale en 2050. Ce qui sera rendu possible « grâce à une consommation d'énergie réduite, à l'électrification des transports en combinaison avec des sources d'énergie à faibles émissions et à une meilleure absorption et stockage du carbone en utilisant la nature », soutient le Giec.

Les activités de l'Homme doivent être repensées.

DOIT-ON PRENDRE POUR ARGENT COMPTANT LES CONCLUSIONS DU GIEC ?

Si des avancées ont été enregistrées en matière d'énergies fossiles, les questions de justice et de financement climatiques restent sans issue.

Boris Ngounou



Après avoir établi que le climat est en train de changer partout dans le monde et plus rapidement que prévu le 6e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) fait des recommandations pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, comme prévu par l'accord de Paris sur le climat. Dans le second volet de son 6e rapport sur l'évolution du réchauffement climatique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) enjoignent les décideurs du monde entier à abandonner le charbon d'ici 2050. Pour parvenir à une réduction drastique de ces combustibles, le GIEC conseille notamment de supprimer les subventions accordées à ces énergies polluantes, affirmant que cette mesure permettrait de réduire les émissions de 10 % d'ici à 2030. Autres solutions : la modernisation des centrales incluant le captage et le stockage du carbone ainsi que l'interdiction de constructions de nouvelles installations de charbon

non exploitées. Ces recommandations devraient permettre de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C d'ici à 20100, comme souhaité dans l'accord de Paris sur le climat validé lors de la COP 21 en 2015. Alors que dans la première partie de ce 6e rapport publié le 9 août 2021, le GIEC s'inquiétait du fait que le réchauffement climatique évolue plus vite que prévu. À l'allure où vont les choses, le monde aura franchi le cap de 1,5 °C dans les vingt prochaines années, plus tôt que d'ici à 20100, comme voulu dans l'accord de Paris.

La têtutesse des faits

Comme nous pouvons le constater, les prévisions consignées dans le 6e rapport du GIEC portent toutes sur les risques de non-atteinte de l'objectif principal de la COP21, adopté par 196 Parties lors de la COP21 à Paris, le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Celui consiste à limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2, de préférence à 1,5

0°C, par rapport au niveau préindustriel. À comparer cet objectif aux tendances climatiques actuelles, l'on conclue très vite que les rapports du GIEC ont raison d'être alarmistes. Les crises de sécheresses que traversent en ce moment la région du Sahel et la corne de l'Afrique sont en effet la parfaite illustration des prévisions des experts de l'ONU. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM) au moins 20 millions de personnes sont exposées à un risque de famine cette année en raison de la sécheresse qui s'aggrave au Kenya, en Somalie et en Éthiopie. Ces catastrophes climatiques sont en effet la manifestation de l'augmentation effrénée de la température à la surface de la terre, selon le GIEC, qui a indiqué que les émissions de carbone nocives de 2010 à 2019 n'ont jamais été aussi élevées dans l'histoire de l'humanité. Ce qui fait qu'actuellement cette température se situe à 1,1°C au-dessus des niveaux préindustriels.

CLIMATE CHANGE AND LAND

The Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC, Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems is a comprehensive document on how climate change has affected land.

Jator Njenyu

The IPCC Special Report on Climate Change and Land responds to the Panel decision in 2016 to prepare three Special Reports during the Sixth Assessment cycle, taking account of proposals from governments and observer organisations. This report addresses greenhouse gas (GHG) fluxes in land-based ecosystems, land use and sustainable land management in relation to climate change adaptation and mitigation, desertification, land degradation and food security. This report follows the publication of other recent reports, including the IPCC Special Report on Global Warming of 1.5°C (SR15), the thematic assessment of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES) on Land Degradation and Restoration, the IPBES Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services, and the Global Land Outlook of the UN Convention to Combat Desertification (UNCCD). This report provides an updated assessment of the current state of knowledge while striving for coherence and complementarity with other recent reports.

The Summary for Policymakers is structured in four parts: A) People, land and climate in a warming world; B) Adaptation and mitigation response options; C) Enabling response options; and, D) Action in the near-term. In summary, these are explained as follows:

A.1 Land provides the principal basis for human livelihoods and well-being including the supply of food, freshwater and multiple other ecosystem services, as well as biodiversity. Human use directly affects more than 70% (likely 69–76%) of the global, ice-free land surface (high confidence). Land also plays an important role in the climate system.

A.1.1 People currently use one quarter to one third of land's potential net



primary production for food, feed, fibre, timber and energy. Land provides the basis for many other ecosystem functions and services, including cultural and regulating services, that are essential for humanity (high confidence). In one economic approach, the world's terrestrial ecosystem services have been valued on an annual basis to be approximately equivalent to the annual global Gross Domestic Product (medium confidence).

A.1.2 Land is both a source and a sink of GHGs and plays a key role in the exchange of energy, water and aerosols between the land surface and atmosphere. Land ecosystems and biodiversity are vulnerable to ongoing climate change, and weather and climate extremes, to different extents. Sustainable land management can contribute to reducing the negative impacts of multiple stressors, including

climate change, on ecosystems and societies (high confidence).

A.1.3 Data available since 1961 show that global population growth and changes in per capita consumption of food, feed, fibre, timber and energy have caused unprecedented rates of land and freshwater use (very high confidence) with agriculture currently accounting for ca. 70% of global freshwater use (medium confidence).

A.2 Since the pre-industrial period, the land surface air temperature has risen nearly twice as much as the global average temperature (high confidence). Climate change, including increases in frequency and intensity of extremes, has adversely impacted food security and terrestrial ecosystems as well as contributed to desertification and land degradation in many regions (high confidence).

A.2.1 Since the pre-industrial period (1850-1900) the observed mean land surface air temperature has risen considerably more than the global mean surface (land and ocean) temperature (GMST) (high confidence). From 1850-1900 to 2006-2015 mean land surface air temperature has increased by 1.53°C (very likely range from 1.38°C to 1.68°C) while GMST increased by 0.87°C (likely range from 0.75°C to 0.99°C).

A.2.2 Warming has resulted in an increased frequency, intensity and duration of heat-related events, including heatwaves in most land regions (high confidence). Frequency and intensity of droughts has increased in some regions (including the Mediterranean, west Asia, many parts of South America, much of Africa, and north-eastern Asia) (medium confidence) and there has been an increase in the intensity of heavy precipitation events at a global scale (medium confidence).

A.2.3 Satellite observations have shown vegetation greening over the last three decades in parts of Asia, Europe, South America, central North America, and southeast Australia. Causes of greening include combinations of an extended growing season, nitrogen deposition, Carbon Dioxide (CO₂) fertilisation, and land management (high confidence). Vegetation browning has been observed in some regions including northern Eurasia, parts of North America, Central Asia and the Congo Basin, largely as a result of water stress (medium confidence). Globally, vegetation greening has occurred over a larger area than vegetation browning (high confidence).

A.3 Agriculture, Forestry and Other Land Use (AFOLU) activities accounted for around 13% of CO₂, 44% of methane (CH₄), and 81% of nitrous oxide (N₂O) emissions from human activities globally during 2007-2016, representing 23% (12.0 ± 2.9 GtCO₂eq yr⁻¹) of total net anthropogenic emissions of GHGs (medium confidence).

A.4 Changes in land conditions, either from land-use or climate change, affect

global and regional climate (high confidence). At the regional scale, changing land conditions can reduce or accentuate warming and affect the intensity, frequency and duration of extreme events. The magnitude and direction of these changes vary with location and season (high confidence). A.4.3 Climate change is projected to alter land conditions with feedbacks on regional climate. In those boreal regions where the treeline migrates northward and/or the growing season lengthens, winter warming will be enhanced due to decreased snow cover and albedo while warming will be reduced during the growing season because of increased evapotranspiration (high confidence). In those tropical areas where increased rainfall is projected, increased vegetation growth will reduce regional warming (medium confidence). Drier soil conditions resulting from climate change can increase the severity of heat waves, while wetter soil conditions have the opposite effect (high confidence).

A.4.4 Desertification amplifies global warming through the release of CO₂ linked with the decrease in vegetation cover (high confidence). This decrease in vegetation cover tends to increase local albedo, leading to surface cooling (high confidence).

A.4.5 Changes in forest cover, for example from afforestation, reforestation and deforestation, directly affect regional surface temperature through exchanges of water and energy (high confidence). Where forest cover increases in tropical regions cooling results from enhanced evapotranspiration (high confidence). Increased evapotranspiration can result in cooler days during the growing season (high confidence) and can reduce the amplitude of heat related events (medium confidence). In regions with seasonal snow cover, such as boreal and some temperate regions, increased tree and shrub cover also has a wintertime warming influence due to reduced surface albedo (high confidence).

Current food system

The current food system (production, transport, processing, packaging,

storage, retail, consumption, loss and waste) feeds the great majority of world population and supports the livelihoods of over 1 billion people.

Observed climate change is already affecting food security through increasing temperatures, changing precipitation patterns, and greater frequency of some extreme events (high confidence).

Food security will be increasingly affected by projected future climate change (high confidence).

Vulnerability of pastoral systems to climate change is very high (high confidence).

Fruit and vegetable production, a key component of healthy diets, is also vulnerable to climate change (medium evidence, high agreement).

Food security and climate change have strong gender and equity dimensions (high confidence).

Many practices can be optimised and scaled up to advance adaptation throughout the food system (high confidence).

About 21–37% of total greenhouse gas (GHG) emissions are attributable to the food system.

Supply-side practices can contribute to climate change mitigation by reducing crop and livestock emissions, sequestering carbon in soils and biomass, and by decreasing emissions intensity within sustainable production systems (high confidence).

Consumption of healthy and sustainable diets presents major opportunities for reducing GHG emissions from food systems and improving health outcomes (high confidence).

Reduction of food loss and waste could lower GHG emissions and improve food security (medium confidence).

Agriculture and the food system are key to global climate change responses. Combining supply-side actions such as efficient production, transport, and processing with demand-side interventions such as modification of food choices, and reduction of food loss and waste, reduces GHG emissions and enhances food system resilience (high confidence).

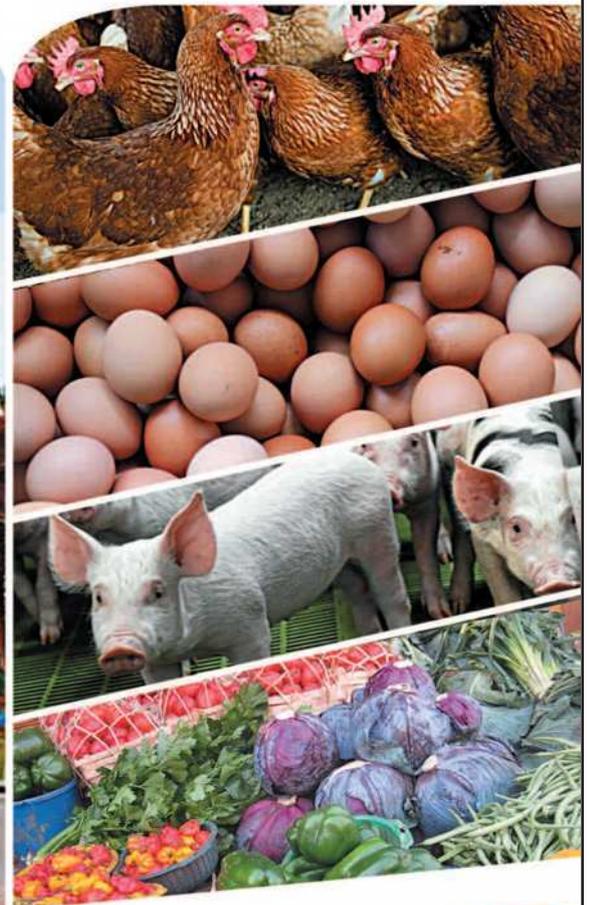
For adaptation and mitigation throughout the food system, enabling conditions need to be created through policies, markets, institutions, and governance (high confidence).

LE FUTUR C'EST A B A F O U S S A M



BIENVENUE A B A F O U S S A M Ville Culturelle; Terre d'Opportunités

« Faire de Bafoussam une Ville radieuse, ouverte et offrant de nombreux attraits pour les affaires à l'horizon 2026 ».



233 44 15 62



Ville de Bafoussam

995 Bafoussam



contact@cubafoussam.cm - www.cubafoussam.cm



Africités 2022

PRIORITÉ À LA GOUVERNANCE URBAINE

En mettant un accent sur l'épanouissement des villes, les gouvernements veulent construire le développement à partir des territoires.

Eric Vincent FOMO

5 000 participants ont rendez-vous du 17 au 21 mai 2022 à Kisumu, la troisième ville du Kenya, à l'occasion de la 9^e édition du Salon Africités. La rencontre des maires et présidents des villes et collectivités territoriales, des ministres, des élus locaux, des représentants des administrations centrales et régionales..., se tiendra sur le thème : « Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ». Selon le secrétaire général de Cités et Gouvernements locaux unis d'Afrique, Jean-Pierre Elong Mbassi, le sommet Africités 2022 a pour enjeu d'apporter des solutions concrètes pour accompagner la réalisation de projets territoriaux à travers l'Afrique, qui offre un marché se chiffrant par dizaines de milliards de dollars.

L'agenda prévoit de dresser l'état actuel et les perspectives prometteuses du marché des villes et des collectivités

territoriales d'Afrique. Par ailleurs, l'ambition de ce rendez-vous triennal et itinérant « est d'ouvrir de nouvelles perspectives de développement et de marchés avec les décideurs et opérateurs économiques de différents pays d'Afrique, et plus particulièrement d'Afrique de l'Est qui affichent une forte volonté d'accélérer leur développement territorial et urbain et de tirer profit de l'expérience du Kenya », explique M. Elong Mbassi.

De façon concrète, le sommet va abriter plus d'une douzaine de tables rondes sur les enjeux majeurs et les perspectives de développement des collectivités territoriales d'Afrique, à travers des retours d'expériences dans les secteurs variés : eau, déchets urbains, éclairage public, transition énergétique, assainissement, dématérialisation des marchés publics, TIC et développement des territoires, sécurité urbaine, accessibilité des bâtiments publics, etc. Des ateliers techniques à l'initiative des exposants (100

en provenance d'une vingtaine de pays d'Afrique et d'autres continents) sont également prévus avec les partenaires pour présenter et valoriser leurs offres de solutions, produits et services auprès des élus, responsables territoriaux, partenaires et clients.

Les décisions prises à Kisumu (après Africités 8 à Marrakech au Maroc du 20 au 24 novembre 2018 ; Ndlr) permettront de renforcer le rôle des collectivités territoriales dans le développement du continent et de construire l'intégration et l'unité de l'Afrique à partir de ses territoires. L'impact recherché est de définir des stratégies communes afin d'améliorer les conditions de vie des populations au niveau local tout en densifiant la décentralisation. En lien avec le thème des travaux, les recommandations devront porter sur le renforcement du rôle des villes intermédiaires, dans les domaines du développement durable et des défis du changement climatique, entre autres.

Les villes doivent devenir des milieux de prospérité partagée.

Tunisie

VALORISATION DES DÉCHETS EN MÉTHANE POUR ALIMENTER 800 TAXIS À SFAQ

Les autorités municipales de Sfax, ville située à l'Est de la Tunisie, annoncent un projet de valorisation énergétique des déchets. Il s'agit de la mise en place d'une usine de valorisation énergétique des déchets ménagers en méthane. La production estimée à 1,9 million de m³ par an est l'alimentation de 800 taxis.

Boris Ngounou



L'heure est à la mobilisation de 1,8 million de dinars tunisiens, soit environ 555 000 euros. C'est le montant nécessaire au lancement du projet d'éco-mobilité de Sfax, une ville portuaire, située à l'Est de la Tunisie. Outre l'aspect financier, le cahier des charges de la municipalité de Sfax et ses partenaires que sont la Société nationale de distribution des pétroles (Agil), l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (ANME) et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA-PRO), prévoient des études technique et économique, la conception d'un cadre institutionnel ainsi que la réalisation des documents d'appel d'offres pour la mise en œuvre du projet. Comme indiqué lors de sa

présentation le 9 mars 2022, l'usine de production de gaz naturel de synthèse de Sfax aura une capacité de valorisation de 50 000 tonnes de déchets ménagers, collectés dans la ville. Ce qui permettra la production de 1,9 million de m³ de méthane par an.

Pour carburer 800 voitures

Selon la municipalité de Sfax, les 1,9 million de m³ de méthane, issu de la future unité de valorisation énergétique des déchets permettra d'alimenter une flotte de 800 taxis individuels par an à Sfax. Le méthane produit serait également moins polluant et moins cher que l'essence. Les véhicules devront au préalable être dotés d'équipements permettant l'utilisation de ce gaz de nature de synthèse. La valorisation et le recyclage des

déchets sont un des éléments fondateurs de la politique tunisienne de gestion des déchets. La loi-cadre 96-41 de 1996 fixe notamment le contexte de la valorisation des déchets par la réutilisation, le recyclage et toutes autres actions visant la récupération des matériaux réutilisables et leur utilisation comme source d'énergie.

Outre la diversification du mix énergétique de la Tunisie, le projet annoncé à Sfax permettra de réduire la pollution par les déchets ménagers. Le pays d'Afrique du Nord génère 2,4 millions de tonnes de déchets domestiques par an selon l'Agence nationale de gestion des déchets (Anged), dont plus de la moitié est renvoyée dans des centres d'enfouissement techniques (CET).

Recyclage des déchets plastiques

LES PROUESSES D'ECOPLAST AU KENYA



En donnant une seconde vie aux matières plastiques, l'entreprise lutte contre la déforestation et les problèmes d'assainissement.

Eric Vincent FOMO

Quand Lorna Rutto crée son entreprise Ecoplast spécialisée dans le recyclage des déchets plastiques au Kenya, elle est loin de se douter de l'aura que le projet lui apporterait. Pourtant, depuis 2009, la structure transforme au quotidien les matières plastiques pour fabriquer les poteaux de clôture en plastique recyclé. Une alternative aux poteaux en bois qui causent une pression sur la ressource forestière, dans un contexte où les forêts représentent à peine 2% de la superficie totale du pays, selon les chiffres officiels. Ecoplast utilise également de la sciure de bois pour fabriquer les matériaux de construction, notamment les carreaux de sol, les panneaux de signalisation et de plancher, les poutres de soutien au logement, les tuiles, etc. Les activités de Lorna (28 ans) ont aussi un impact sur l'assainissement. A l'heure actuelle, la capitale kenyane, Nairobi, produit

à elle seule 10 000 tonnes de déchets plastiques par jour. Le projet est parti d'une volonté d'apporter une solution aux problèmes des communautés. « Les gens ont besoin d'une alternative au bois, d'un produit qui ne pourrisse pas et qui ne soit pas affecté par les termites. Les agriculteurs et les propriétaires terriens représentent 80% de la demande en clôtures, un secteur estimé à quelque 50 millions de dollars annuellement », explique la jeune entrepreneure qui a dû renoncer à sa fonction de banquière. La Kenya Wildlife Service étant le plus important acheteur de matériel de fabrication de clôtures avec des dépenses d'environ six millions de dollars par an, Ecoplast a décidé de se positionner dans cette niche d'opportunités. La vision de l'entreprise est de transformer les déchets plastiques en composite écologique durable et résistant, une alternative écologique

à l'utilisation du bois par ailleurs créatrice de richesses et d'emplois. Ecoplast revendique plus de 300 emplois directs et 2000 emplois indirects, en priorité les personnes issues des communautés marginalisées. Le modèle économique de Lorna Rutto consiste à acheter la matière première, c'est-à-dire les déchets, auprès des groupes de jeunes gens et de femmes. La capacité de transformation de l'usine est passée de cinq tonnes de déchets plastiques par mois à 30 tonnes sur la même période. De sources concordantes, Ecoplast aurait recyclé plus de 3,5 millions de kilos de déchets plastiques depuis sa création. En 2015, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 100 000 euros, soit 65 millions de F.cfa. Sur le plan environnemental, la plus-value des interventions d'Ecoplast est le sauvetage de plus de 250 acres de forêts.

Les déchets plastiques, une mine d'or.

Ghana

DES ROUTES EN PLASTIQUE

Recycler les sacs en plastique pour en faire des routes. C'est le défi que s'est lancé un entrepreneur ghanéen. Mélangé à du sable, le plastique broyé est transformé en un pavé résistant et durable.

Jean Loïc AMOUGOU

D'après des études, d'ici 30 ans, il y aura plus de déchets plastiques dans les océans que de poissons. Une perspective effrayante qui nécessite de l'anticipation si l'on veut éviter le chaos. Certains entrepreneurs ont décidé de retrousser les manches en prenant des initiatives pour faire un usage alternatif et révolutionnaire du plastique.

Au Ghana, Nelson Boateng, un ingénieur réseau a mis au point une forme d'asphalte à partir de sacs plastique recyclés, qui sert ensuite à fabriquer des pavés pour les routes et les trottoirs.

L'industriel a créé une machine pour recycler les 22 000 tonnes de tonnes de déchets plastiques qui ont envahi son pays. Seuls 2% de ces déchets plastiques sont recyclés. Les 98 % restants se retrouvent dans la nature.

En 2017, assemblant ferraille, fils électriques et moteurs, Nelson Boateng met au point un outil pour broyer le plastique et le recycler. Il fait ses premiers essais avec 2 000 kg de déchets plastique récupérés dans son quartier d'Ashaiman, dans le nord-est d'Accra, la capitale ghanéenne.

Les sacs plastique sont d'abord déchiquetés, puis mélangés et chauffés dans un gros tambour métallique avec du sable pour créer une sorte d'asphalte (80 % de plastique, 20 % de sable alors que l'asphalte traditionnel est composé majoritairement de sable). Versé dans des moules, le mélange se solidifie en un pavé.

Nelson Boateng affirme que les « dalles obtenues à partir de ce nouveau matériau sont plus résistantes et plus solides que du ciment, ne pourrissent pas et ne nécessitent pas beaucoup de matière première. Ces pavés peuvent ensuite servir à construire des routes ou des trottoirs pour une durée de vie de 500 ans.

Désormais à la tête de son entreprise Nelplast, qui emploie directement et indirectement 230 personnes, Nelson Boateng veut faire la révolution du recyclage. Il espère que le pays atteindra les 50 % de déchets plastiques recyclés rapidement, garantissant ainsi des emplois pour les jeunes Ghanéens. Car avec son invention, tous les plastiques



peuvent être recyclés, pas seulement les sacs plastique. L'ingénieur a reçu le soutien du ministère de l'Environnement qui a utilisé ses pavés dans un quartier de la capitale.

L'Agence Ecofin a recensé d'autres initiatives du même type en Afrique et Afrique. À Yaoundé, au Cameroun, un laboratoire réalise des pavés trois fois plus résistants que ceux en ciment à partir d'emballages et de bouteilles récupérés dans les poubelles de la capitale.

La même technique de mélange de plastique broyé et de sable est utilisée au Burkina Faso, au Niger et au Mali pour fabriquer des pavés solides.

Dans ces trois pays, des associations tentent aussi de développer la revalorisation des déchets plastiques en leur donnant une nouvelle vie : tabourets, tables basses, corbeilles...

Selon l'association « Reuse it », la planète consomme un million de sacs plastiques chaque minute soit au minimum 500 milliards par an. Pour Eco-emballage, 80% des sacs plastiques ne sont ni triés ni recyclés, et il faut entre 100 et 400 années pour qu'ils puissent se dégrader naturellement.

Le plastique est littéralement un fléau pour le continent africain, où les sachets se multiplient aussi bien à la ville qu'à la campagne. De nombreux états africains ont décidé de se débarrasser de ce fléau, en instaurant des politiques de recyclage. C'est le cas du Burkina Faso, du Niger et du Mali, du Cameroun, du Congo, du Nigeria, Madagascar, pour ne citer que ces pays. Ils ont su réutiliser intelligemment des sacs plastique pour en faire des objets du quotidien comme des tabourets, des pots de fleurs et

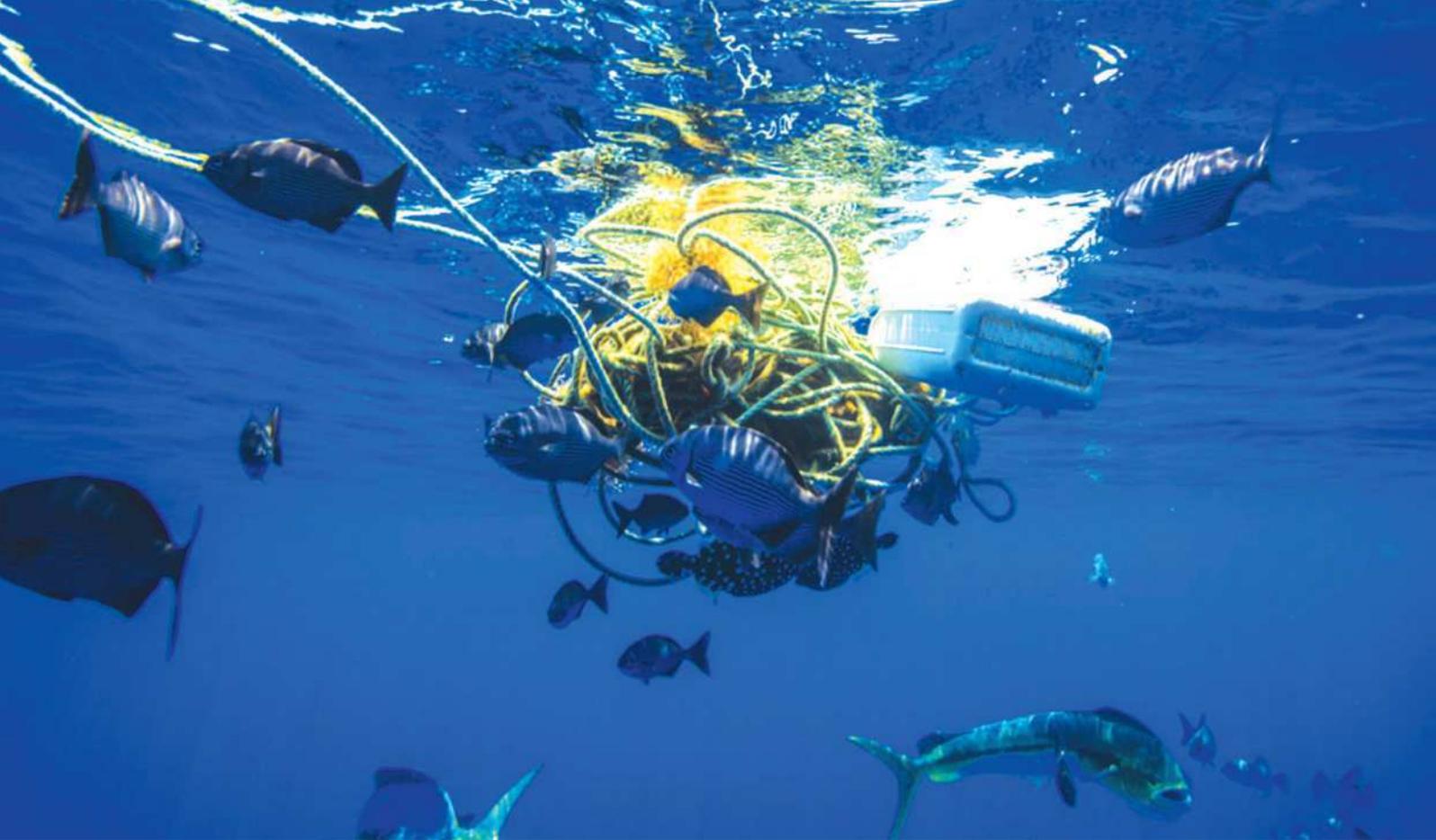
des tables basses mais aussi pour réaliser des pavés qui servent à la construction de routes.

Donner une deuxième vie aux déchets

Au Nigeria, une initiative novatrice créée par un partenariat public-privé entre l'État d'Ogun, situé au nord de Lagos, le Fonds souverain pétrolier nigérian, Lafarge Africa et des consultants internationaux en environnement, a vu le jour. Son but : transformer les déchets ménagers en ressources. Premier projet du genre sur le continent africain, il consiste à produire à partir des ordures ménagères, de l'électricité, des bio-engrais, et des matériaux à recycler et à réutiliser dans l'industrie.

De même, RED-PLAST Sarl, première entreprise industrielle de recyclage des déchets plastiques au Cameroun basée à Douala, ambitionne de relever avec les populations camerounaises ce défi de faire de Douala, la ville pionnière en Afrique centrale de la promotion des « économies vertes ».

L'ancienne star camerounaise de football de l'équipe nationale, les Lions indomptables, Roger Milla a créé l'association « Cœur d'Afrique » qui milite pour la protection de l'environnement et la promotion du développement durable. Son association a pour but de recycler des déchets plastique pour en faire un liant qui remplace le ciment dans la production de pavés. D'après un article de la Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE), au Cameroun, la production annuelle de déchets plastiques du secteur industriel est de 15 250 tonnes et 4 000 tonnes (335 tonnes par jour) à Douala, sa capitale économique.



CONSEQUENCES OF PLASTIC POLLUTION ON BIODIVERSITY

In our oceans float not only plastic macro-waste but also micro-plastics (fragments < 5mm). The latter come directly from our products or come from the fragmentation of macro-plastics.

Jator Njenyu

Microplastic pollution is complex and pernicious. Indeed, it is not very visible, and the fragments are very stable. They can persist for up to 1000 years in the marine environment, thus releasing the harmful chemicals that compose it into the water for a long time. But not only! As they are real sponges, they absorb all the molecules they encounter. These harmful substances are difficult to biodegrade and therefore remain in the environment for a long time. Thus, certain compounds that are very harmful to the environment, which are banned today, are still found in the oceans. But then, what are the effects of plastic pollution and these molecules on organisms?

From the smallest organism...

Pollutants, additives, plastic polymers... All these harmful substances are absorbed by microorganisms when released into the marine environment. As for micro-plastics, they can be directly ingested by most species of plankton, small fish but also filter-feeding organisms such as mussels or oysters. However, all these organisms represent the first links in the food chain.

There are still few studies to really assess the toxicity of microplastics for these organisms, or even the threats they represent on the food chains... For some researchers, they evacuate them too quickly to allow their assimilation into the tissues. It would then be unlikely to find microplastics in the higher levels of the food chain. Nevertheless, studies point out that the concentration of micro-plastics in the gyres is

comparable, or even higher, than that of zooplankton. Thus, when a fish feeds on it, it has a more than one in two chance of ingesting micro-debris. But, what does recent work actually say? In an article published in 2014 (here), data shows that micro-plastics are found in animal droppings. In addition, when the latter die, they take the micro-debris they contain to the deep sea... A 2011 study (here) shows that micro-plastics are found in the stomachs of 9% of small fish living between -200 and -2000 meters, at the level of the North Pacific gyre. Each year, they ingest between 12,000 and 24,000 tonnes of plastic. Either they starve to death or they are eaten by their predators. And, if a contaminated organism is eaten by its predator, the latter becomes so in turn...

This well-known mechanism is called bioaccumulation. In the majority of

cases, these types of substances are not eliminated by the organisms and accumulate there. The more a small fish eats contaminated algae, even weakly, the more it will itself be contaminated. And so on for each level of the food chain, up to humans, who are generally the last predator. In the end, the concentration of the compound at the end of the chain is often higher than in the middle: this is biomagnification. Thus, there is indeed a transfer between an organism and its predator. The higher levels of the food chain are therefore not spared, quite the contrary.

... to the greatest

Micro-organisms and plankton are eaten by many small fish, molluscs, birds, but also by whales and basking sharks. Predators therefore suffer microplastic pollution through their prey by bioaccumulation, but also directly. Indeed, we must not forget that a whale filters 70,000 liters of water each time it opens its mouth! Inevitably, it swallows micro-plastics. It is therefore a complex, invisible pollution, very difficult to estimate. As for macro-waste, they have a direct and clearly visible impact. Approximately one million seabirds and 100,000 turtles and marine mammals die each year from this pollution. They can end up trapped in plastic bags or nets, in which they starve or strangle. Often they succumb after ingesting plastic waste by mistaking it for prey. Turtles, for example, are fond of jellyfish which look a lot like transparent plastic in suspension...

Thus, this ingestion can lead to suffocation, intestinal obstruction, perforation of the digestive organs, but also slower growth, vulnerability to predators and diseases. In addition, the transit can be disturbed, causing gases which float.

Our appetite for plastics is fuelling growing demand for petrochemical products, the International Energy Agency says. Even as we try to curb fossil-fuel use in sectors such as transportation and heating, consumption of plastics will only increase, based on our current trajectory. The Center for International Environmental Law (CIEL) estimates that if trends

continue, plastics will account for 20% of oil consumption by 2050.

Waste plastic also causes climate change

Getting rid of all this plastic also causes problems for the planet. Just 16% of plastics are recycled – the rest goes to landfill for incineration, or is just dumped.

Much of the plastic that doesn't make it to the recycling plant ends up in our rivers and ocean. Not only is this a danger to the animals and plants whose habitats have become aquatic garbage patches, but it also poses a threat to the climate, as plastic releases greenhouse gases as it slowly breaks down. Sunlight and heat cause it to release methane and ethylene – and at increasing rate as the plastic breaks down into ever smaller pieces.

Plastic incineration is also a problem

Open burning of waste is common in many parts of the world and is a major source of air pollution. Burning plastics releases a cocktail of poisonous chemicals that damage the health of the planet and the people exposed to the polluted air. Black carbon is one such serious pollutant – it has a global warming potential up to 5,000 times greater than carbon dioxide.

What lies ahead?

Microplastics are ubiquitous, and their effects undeniable. "We have enough data to conclude that microplastics are hazardous to the functioning of keystone species and ecosystem services," Sridharan adds. Yet most papers end on inconclusive notes. Researchers are unwilling to comment on the large-scale, or ecosystem-level impact of plastics, and call for more studies to be conducted. This might be in part due to the caution scientists naturally exhibit, as hard evidence is what good science is founded on, or partly due to some studies with no discernible, measurable impacts on biodiversity. Yet as Ritesh Kumar, director of the Wetlands International South Asia (WISA) cautions, "with research analyses, the absence of evidence, should not be mistaken as

evidence of absence".

To add to the evidence, the CounterMEASURES II project, implemented by UNEP, hopes to generate new knowledge for policy changes at the local, national, and global levels. The recent report by the Convention on Migratory Species (CMS) and the United Nations Environment Programme (UNEP) highlighted the disproportionate impact that plastics have on migratory species. "Early next year, the Wetlands International will release a wetlands management plan with a species risk assessment tool," reveals Kumar.

"Future research should focus on documenting the microplastic cycle, with standardised frameworks to quantify the generation, segregation, recycling, disposal, leaching of waste, to better understand the scale of the problem," suggests Manish Kumar, a project scientist at CSIR-NEERI, and a co-author on the paper on microplastics. "Research cannot keep generalising plastics and microplastics; the latter needs to be categorised as a pollutant in its own right," interjects Sridharan. "Integrated, interdisciplinary research correlating the abundance of plastics with the degradation of habitats, the biotic and abiotic disruptions, and the long-term implications for the biodiversity and ecosystems at large, with ground assessments wherever possible, will be key to finding effective solutions," the authors concur.

A circular economy is a crucial part of the solution to plastic pollution

Key to tackling the problem of plastic is establishing a circular economy. Plastic that can't be eliminated from the system needs to be reusable, recyclable or compostable. This requires significant investment in collection and reprocessing infrastructure.

Compared with business-as-usual, a circular economy could cut the volume of plastics entering the oceans by 80% each year, according to the Ellen MacArthur Foundation. It could also generate annual savings of \$200 billion, reduce greenhouse gas emissions by 25% and create 700,000 net additional jobs by 2040.



Crise Ukraine-Russie

ET SI ON ALLAIT VERS UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE ÉNERGÉTIQUE ?

Le conflit russo-ukrainien a mis en évidence la place primordiale des ressources énergétiques d'un pays dans son influence géopolitique. Le levier énergétique a d'ailleurs pris le pas sur les traditionnels canaux militaires et politiques exploités en temps de guerre. En effet, s'il y a eu une arme plus dissuasive que les missiles, les bombes à sous-munitions, la propagande médiatique et les embargos utilisés durant cet affrontement, c'est bien le pouvoir de contrôle des ressources pétrolières et gazières exercé par la Russie en Europe et au-delà.

Leona Nounga

Il a suffi au Kremlin de durcir les conditions d'accès à sa manne gazière et d'imposer le rouble comme monnaie de paiement à ses importateurs pour qu'un vent de fébrilité souffle sur l'Europe. La

riposte contre Moscou a révélé une Europe discordante et insuffisamment coordonnée dans l'application des représailles ciblant le secteur énergétique. Notamment face au risque de dégradation de

l'équilibre social et économique de ses Etats lié à la forte inflation observée dans les services de l'électricité et des transports. Les importations de gaz russe représentent 40% des importations



totales de gaz en Europe. Des pays comme l'Autriche, la Tchéquie, ou encore la Lettonie en dépendent à plus de 90%. L'Allemagne importe quant à elle 55% de son gaz de Russie.

Dans cette guerre Russie-Occident deux grandes tendances géopolitique et environnementale ont donc pu se dégager.

La crise énergétique ambiante a accentué la reconfiguration de l'ordre mondial autour de nouveaux pôles hégémoniques.

Aujourd'hui il est difficile pour l'Europe, même avec l'appui des Etats Unis de continuer à s'ériger en "centre du monde" alors qu'elle fait l'objet d'une vulnérabilité énergétique. Sa capacité à accéder à l'énergie ne repose plus sur son statut historique, ni sur ses ressources financières, mais d'avantage sur son intelligence géopolitique à travers les alliances avec les partenaires dotés d'importants gisements. Parmi ceux-ci on retrouve le Qatar, l'un des cinq grands producteurs de gaz à l'échelle

mondiale. L'Allemagne a donné le ton avec la récente visite du Ministre allemand de l'économie et de la protection du climat au Qatar pour aller "se servir" en premier au grand dam de ses partenaires européens. Seulement là encore l'Europe affiche un désavantage car le Qatar et l'Iran ont vendu pratiquement toutes leurs extractions en Asie. Sur le marché asiatique, on observe un bloc soudé de pays regroupant la Chine, l'Iran et le Qatar ayant contracté des accords d'exploitation de pétrole et de gaz de 20 ans.

Ces jeux d'alliance de puissances émergentes font cependant apparaître une menace environnementale planétaire.

Le poids des énergies fossiles reste prédominant et ira croissant faute d'alternatives énergétiques durables à court terme

Le combat planétaire contre le réchauffement climatique connaîtra une perte de vitesse significative. Plusieurs mesures étatiques occidentales annoncent déjà les couleurs d'une remontée en puissance des énergies fossiles. L'Allemagne a annoncé qu'elle pourrait retarder la fermeture de certaines centrales au charbon et envisage de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires. L'Italie quant à elle projette de rouvrir les centrales au charbon et d'augmenter sa production nationale de gaz qui avait chuté ces dernières années. On est loin d'une situation anodine lorsqu'on sait que le charbon est l'énergie qui émet le plus de gaz à effet de serre.

Sur le plan financier on note peu de perturbations dans l'approvisionnement en gaz et en pétrole. Depuis le début de la guerre, les pays européens ont déboursé 16 milliards d'Euros auprès de la Russie.

Ce nouveau contexte international marqué par l'éclatement des monopoles hégémoniques interpelle fortement les pays du Sud et particulièrement l'Afrique. Cette dernière a l'opportunité d'asseoir un nouveau positionnement sur l'échiquier mondial en jouant un rôle majeur dans la construction d'un avenir énergétique plus durable.

Les avancées considérables, notamment la baisse drastique des coûts d'exploitation des technologies durables devraient être capitalisée. Le coût de l'énergie solaire par exemple a chuté d'environ 80% au cours des 10 dernières années. Par ailleurs dans le monde, les actions des énergies propres ont augmenté de 45%.

De plus, le potentiel de production des énergies renouvelables en l'Afrique est exceptionnel. Malgré la puissance de ses fleuves, elle n'utilise environ que 5% de son potentiel hydraulique. Selon la Banque Mondiale le projet électrique du "Grand Inga" sur le fleuve Congo pourrait générer à lui seul 40 000 MW (soit l'équivalent de 30 réacteurs nucléaires moyens). Le potentiel de production d'électricité à partir des déchets municipaux s'élèverait à plus de 11% de la consommation électrique d'Afrique subsaharienne.

Dans le secteur de l'automobile électrique qui est un marché d'avenir déjà contrôlé par la Chine, principale productrice de batteries, l'Afrique dispose de plusieurs cartes en main. Avec l'Amérique latine, elle figure parmi les seuls continents regorgeant de matières premières destinées à la production des batteries électriques (nickel, cobalt, lithium).

Sur le continent certains leaders à l'instar du Maroc, de l'Égypte et du Kenya suivent la voie des pays émergents enclins à faire basculer les rapports de puissance par le biais d'une transition énergétique. Au Maroc en l'occurrence, un tiers de l'électricité est déjà renouvelable. A côté de l'énergie solaire et éolienne le pays est en train de développer des sites d'exploitation d'hydrogène vert pour satisfaire la demande sans précédent observée sur la scène mondiale.

L'Afrique peut être porteuse de salut pour le monde en ce tournant historique décisif. En devenant une mamelle nourricière abreuvant ce monde ensanglanté, d'énergies renouvelables. Celles-là qui sont présentées à raison par le député écologiste Yannick JADOT comme « les seules énergies de paix, de sécurité et d'indépendance ».

Babette TCHONANG

Une jeune camerounaise nouvellement recrutée à la Nasa, pour participer à des travaux de recherche sur le réchauffement climatique



Boris Ngounou

Babette Tchonang honore le Cameroun à la NASA. L'océanographe qui a débuté ses études supérieures à l'université Dschang à l'ouest du Cameroun, œuvre en ce moment à l'assimilation des données océaniques en

vue de la mise en orbite du futur satellite SWOT. Une étape significative dans la collecte des données sur l'expansion des eaux à la surface de la terre. Des données capitales pour la lutte contre le réchauffement climatique.

Babette Tchonang n'espérait certainement pas mieux. Enfant d'une famille modeste qui avait toute la peine du monde à joindre les deux bouts, l'océanographe originaire de la région de l'ouest au Cameroun est aujourd'hui en première ligne du volet spacio-technologique de la lutte contre le réchauffement climatique. Depuis son bureau du Jet Propulsion Laboratory de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) situé en Californie aux États-Unis, la jeune scientifique participe aux travaux de validation et la calibration du futur satellite appelé SWOT (Surface Water Ocean Topography Mission) dont le lancement est prévu en novembre 2022.

Les données produites par le satellite sur lequel travaille Babette seront mises à la disposition de tout le monde, et permettront d'améliorer la compréhension sur les mouvements et phénomènes océaniques, pour mieux lutter contre certaines conséquences du réchauffement climatique, notamment l'élévation du niveau de la mer et les inondations.

Une ascension académique fulgurante

Babette a relevé de nombreux défis académiques pour se retrouver à ce stade. Elle est partie de Dschang où elle a obtenu une licence en physique. Après un court séjour académique à l'Université de

Yaoundé I, elle a effectué un master en océanographie à Cotonou au Bénin. À cette étape elle fait la rencontre de Ghomsy Konga, âgé de 28 ans, avec qui elle se mariera et concevra un enfant.

Implacable sur son objectif, elle met le cap sur l'Allemagne où elle fait un post-Master en océanographie d'observation à l'Institut Alfred Wegener. Ce post-Master lui permettra d'avoir trois bourses pour sa thèse de doctorat : une en Afrique du Sud, une autre en Allemagne et la dernière en France. Ayant choisi la bourse française, elle y soutient sa thèse le 20 juillet 2021, avant de décrocher son poste de la NASA, où elle a débuté le travail le 7 février.



Henriette EKWE



Cette figure de proue de la scène politique et médiatique camerounaise pose son regard sur la gouvernance urbaine et la protection de l'environnement en Afrique. Henriette EKWE qui a également la casquette d'organisatrice des Africités fait le point sur les enjeux et l'impact de ces sommets.

Propos recueillis par Leona Nounga

On vous connaît comme journaliste politique, faisant partie de la société civile. Que faites-vous dans une organisation aussi liée aux institutions gouvernementales, aux édiles, qu'Africités ?

J'appartiens au groupe d'appui qui prépare les Sommets Africités. Il s'agit de l'organisme CGLUA (Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique) qui est un organisme panafricain des collectivités locales et des collectivités territoriales. Cet organisme a pour but de promouvoir et d'organiser des rencontres entre les collectivités locales et territoriales. C'est un lieu d'échange, un lieu d'étude de la gouvernance avec parfois les appuis des organisations internationales.

Que représente pour vous cette institution ?

Le sommet Africités qui se tient tous les trois ans est un lieu d'échange, un lieu où les experts parlent de la ville. Il promeut des sujets divers. Par exemple au Cameroun en 2003, il s'est intéressé à l'accès aux services de base (eau, électricité, hygiène). Afin de garantir que dans toutes les collectivités locales africaines ces services de base soient à la portée de tous. En 2009 il a porté sur l'apport des collectivités locales et territoriales à la base pour l'unité africaine. Donc à chaque sommet, il y'a un sujet.

Dans l'organisation des sommets, nous suivons de près l'Agenda mondial en termes de développement urbain, d'écologie et de protection de la planète.

Les maires ont-ils gagné plus d'autonomie ?

En effet. Les Africités ont contribué à la tenue d'échanges importants sur notre continent. Cela a débouché entre autres sur des jumelages entre les villes africaines.

Qu'est-ce qui freine l'avancée de la décentralisation sur le continent ?

Il y'a des freins certains. Pour le Cameroun, on a attendu longtemps la décentralisation. Le FEICOM disait tout le temps aux sommets Africités que c'était pour bientôt. Mais la décentralisation est venue après. Et on constate que depuis qu'elle est là, la Région n'a pas eu un franc.

Par rapport à la planification de l'Etat lui-même on a des retards. Les collectivités territoriales ont beaucoup de retard parce que l'Etat ne laisse pas grand-chose dans les caisses des collectivités. Vous avez suivi ici la douleur du maire de NJOMBE-PENJA sur les carrières de pouzzolane. Donc il n'y a pas de ressources pour les mairies ou très peu pour le développement.

Et c'est d'autant plus grave que quand il n'y a pas une politique d'aménagement du territoire dans les collectivités territoriales, il n'y a pas de routes qui permettent d'écouler le produit de notre agriculture. Le pays est enclavé et ça rend la vie dure aux collectivités qui sont en dehors des villes.

D'où venons-nous ? Du village à la conscience de la commune, les collectivités territoriales ont-elles une existence concrète pour les populations ?

Oui. Notamment parmi les jeunes africains qui ont beaucoup de génie et de talents. A Marrakech nous avons eu un apport très important des jeunes du continent qui ont apporté tout leur savoir-faire. Ils ont développé des applications, des technologies qui ont été partagées avec d'autres jeunes et avec les populations. Une jeune fille a par exemple développé une application qui indique aux agriculteurs dans chaque région à quel moment arroser leurs plantations.

Par ailleurs, le budget participatif est une donnée qui existe maintenant dans les collectivités locales. Au Cameroun, beaucoup de mairies ont des budgets et des projets participatifs. C'est-à-dire que les administrés définissent les priorités.

Parmi les pays du continent, le Kenya est-il un modèle pour la gouvernance urbaine que vous prônez ?

Ce n'est pas la première fois que les Africités se tiennent au Kenya. Cette fois-ci il fallait aller dans un pays d'Afrique de l'Est et le Kenya s'est porté candidat après avoir organisé le Sommet de Nairobi en 2006.

D'aucun pourrait être étonné qu'après ce que l'on pourrait appeler les grandes capitales emblématiques du continent, vous ayez choisi Kisumu au Kenya ... Pourquoi ce choix ?

Le sujet des Africités 2022 est l'apport des villes intermédiaires dans la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies. D'après cet agenda, en 2030 il faut que le développement soit impulsé à partir des grandes villes mais aussi des villes intermédiaires. Parce que les villes intermédiaires vont compter plus de 60% des populations urbaines d'Afrique. Alors qu'on a défini depuis déjà 15 ans que 75% des populations de l'Afrique vont vivre dans les villes. D'où la nécessité d'une planification urbaine, d'une planification écologique.

Nous allons à KISUMU parce que c'est une ville intermédiaire ce n'est pas une mégalopole comme Nairobi. On y va pour mettre l'accent sur le rôle des villes intermédiaires dans le développement urbain en Afrique. On a décidé d'alterner entre les capitales et les villes secondaires. On a jugé qu'il est temps qu'on promeuve les villes secondaires y compris penser l'urbanisme des villes secondaires pour qu'elles servent à décongestionner les grandes mégalopoles. En permettant à ces villes d'être aménagées et d'avoir tous les services de base.

A quoi sert Africités? Est-ce pour dynamiser le phénomène de la décentralisation?

Il y a des choses que l'Etat doit faire pour faciliter la décentralisation et c'est pour ça qu'aux sommets AFRICITES il y'a un élément politique. C'est la conférence de tous les ministres chargés de la décentralisation. Et donc tous ces ministres-là se réunissent et ils font le point sur leurs difficultés, les retards, les blocages, et parfois il faut interpeller l'Etat central.

Est-ce que la décentralisation peut avancer si l'état ne cède pas les moyens et les outils pour développer les infrastructures dont la Région a la charge? Depuis le temps où on a fait le sommet au Sénégal avec M. Wade qui a été enthousiasmé par les projets d'Africités, le CGLUA est observateur au niveau de l'Union Africaine.

Africités est devenu un événement mondial puisque des partenaires viennent de partout. Par exemple à Marrakech il y'avait des maires noirs américains qui sont venus dire qu'ils peuvent apporter leur soutien aux collectivités locales en Afrique. L'actrice noire américaine Lupita NYONGO'O est la marraine des Africités de KISUMU. A ce sommet Il y'aura certainement aussi M. Barack OBAMA et son épouse ainsi que les chefs d'Etats qui viennent régulièrement parler de la décentralisation. Notamment Messieurs OBASANJO, THABO MBEKI et MAKI SALL.

Pensez-vous que la lutte pour la protection de l'environnement, soit un luxe pour les pays africains ?

Pas du tout. Au contraire. Quand nous étions à Marrakech en 2009, à ce moment-là il y'avait le sommet de COPENHAGUE sur l'environnement. Et le message qu'Africités a envoyé au sommet de COPENHAGUE c'était que nous disposions de beaucoup de ressources qui ont été utilisées sans conscience. Et désormais l'Afrique doit faire attention à préserver ses ressources. Notamment notre grand massif du bassin du Congo.

Après le Sommet de Rio en 1992 les Etats africains ont dit qu'ils étaient d'accord pour ne pas utiliser leurs ressources puisque nous devenons le second poumon de la planète, mais à condition que ceux qui ont exploité nos ressources rétrocèdent aux pays africains les moyens adéquats pour préserver leurs forêts. Et puis ça va nous coûter en termes de développement. Donc si nous ne pouvons plus l'exploiter à notre guise, il y'aura un déficit de nos ressources et il faudra que les Etats qui se sont développés largement nous rétrocèdent un peu de moyens.

Votre dernier mot...

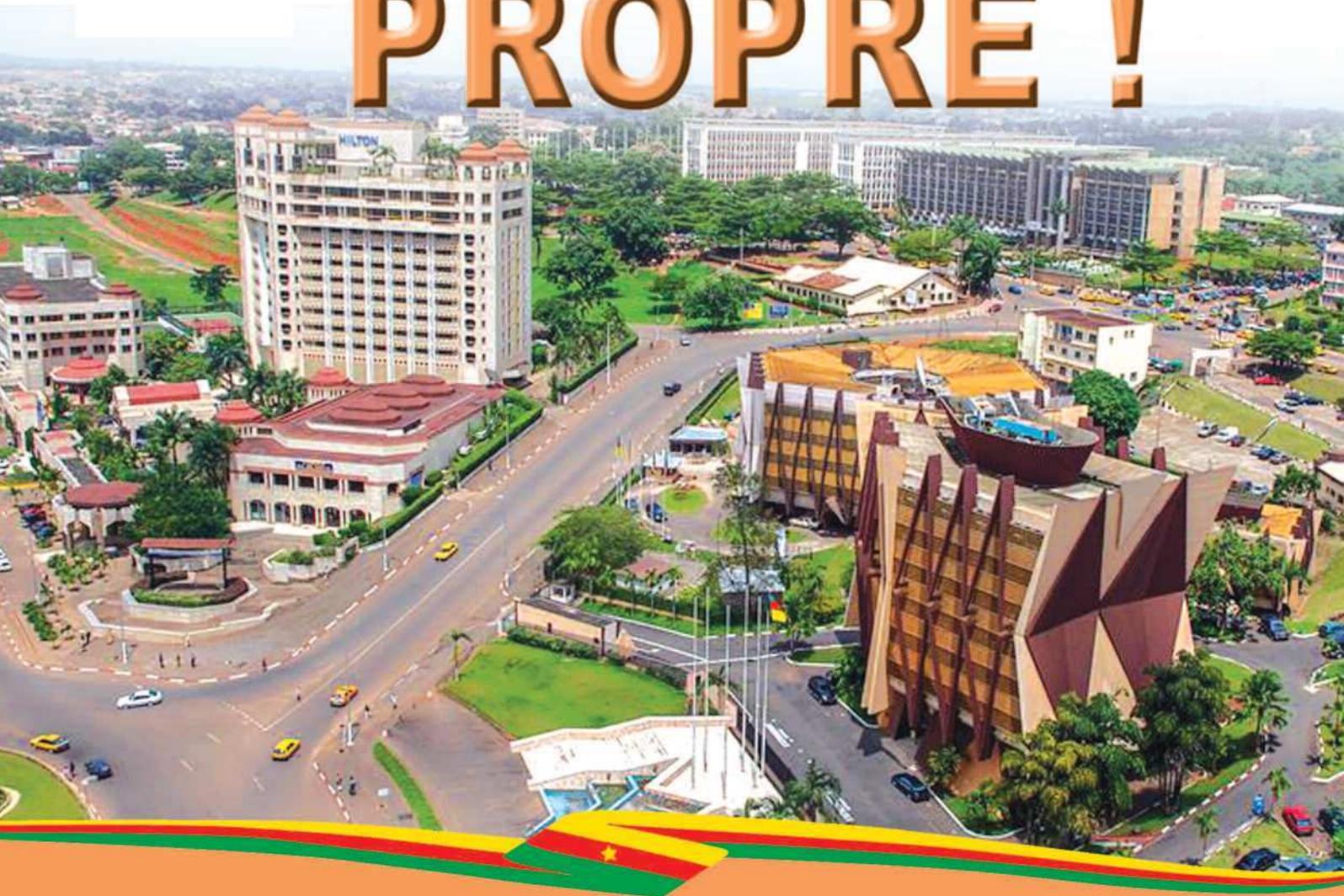
Que la décentralisation existe vraiment. Dans une ville comme Douala, il n'y a même pas une ressource foncière pour construire l'hôtel de la Région. On va la loger dans une sous-préfecture. Ça veut dire que toute la ressource foncière disponible pour l'Etat a été vendue. Et maintenant on essaie d'arracher les terrains à gauche et à droite aux gens. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas eu d'attention pour la construction d'un hôtel de Région digne de ce nom. Quant aux infrastructures il faut qu'on donne aux Régions l'argent qui leur revient. Or on entend de plus en plus que la réforme des finances publiques va faire en sorte que l'argent ne dorme plus dans les Régions mais soit transféré à Yaoundé. Ça veut dire que l'Etat est en déroute, est en faillite. Et compte tenu de sa faillite il n'y aura pas d'argent pour mener à bien la décentralisation.



**MAIRIE DE VILLE
DE YAOUNDÉ**

notre
Cité - Capitale

Chers Yaoundéens, Gardons **YAOUNDÉ** **PROPRE !**



KISUMU KENYA



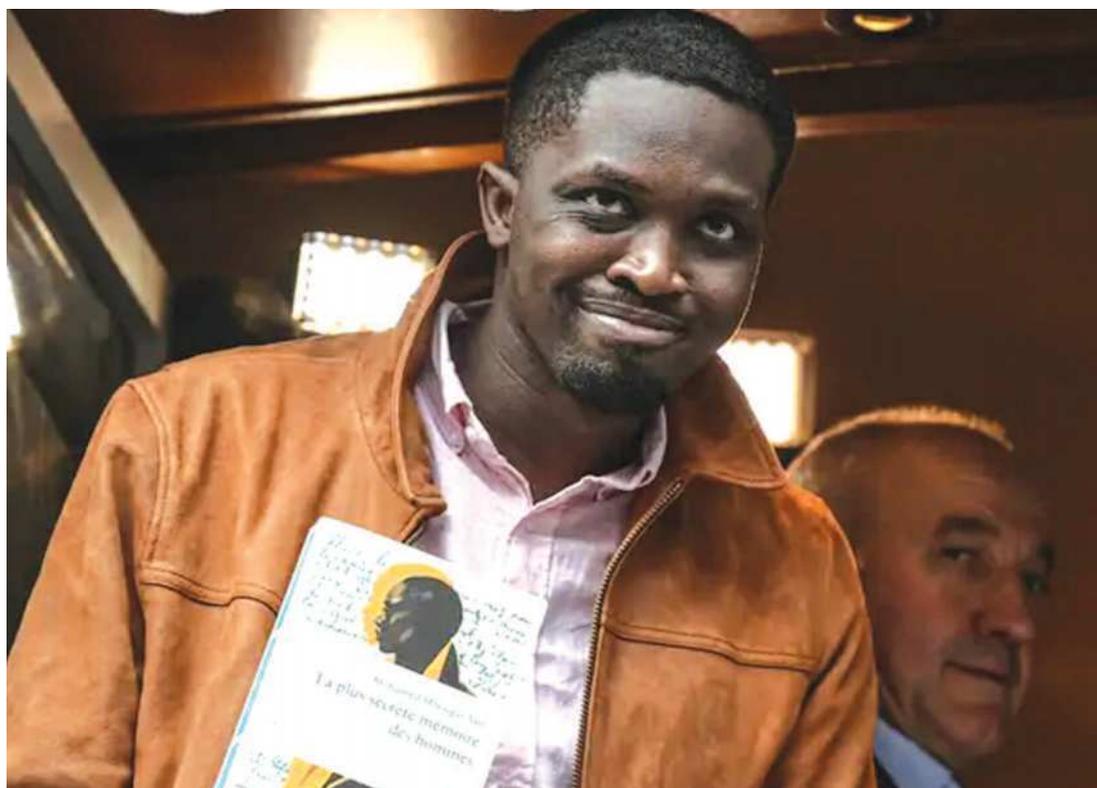
UN GONCOURT AFRICAIN

« La plus secrète mémoire des hommes », de Mohamed Mbougar SARR

Rassemblées par la Rédaction
de Bosangi

Décerné en 2021, le prestigieux prix Goncourt a récompensé un jeune sénégalais de 31 ans. L'évènement vaut d'être noté, car c'est la première fois qu'un africain a eu ce prix et que c'est le deuxième « noir » à l'avoir obtenu. En effet le premier « noir » fut René Maran, antillais et fonctionnaire de l'administration française à qui ce prix fut décerné, il a de cela un siècle. C'était pour son livre « Batouala », une fresque des guerres entre communautés (ethnies) du temps de la colonisation. Cent ans après exactement, soit un siècle c'est un africain qui est le nouveau Goncourt. Il s'appelle Mbougar Sarr. Sa thématique est plus personnelle, plus socio-psychologique et esthétique. Une fresque sur l'art d'écrire et le statut de l'écrivain. Lisez plutôt.

« La plus secrète mémoire des hommes », un roman de Mbougar Sarr, prix Goncourt 2021

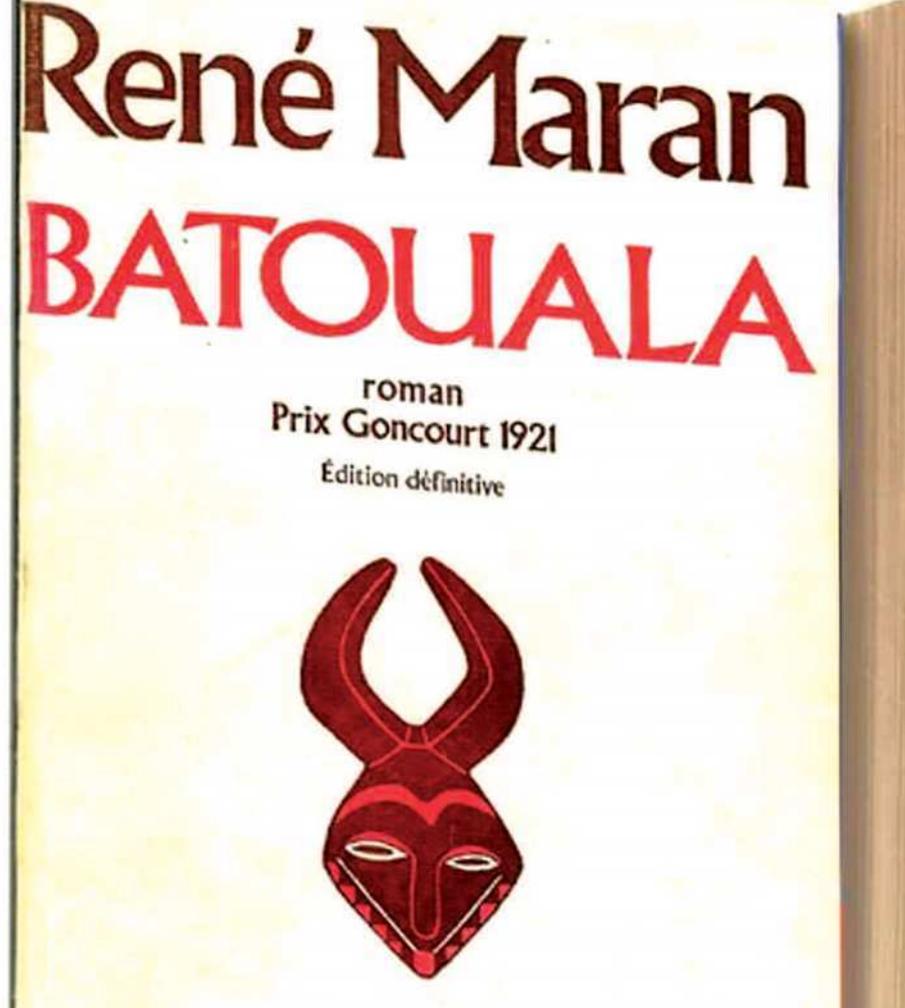


Résumé

En 2018, Diégane Latyr Faye, jeune écrivain sénégalais, découvre à Paris un livre mythique, paru en 1938 : Le labyrinthe de l'inhumain. On a perdu la trace de son auteur, qualifié en son temps de « Rimbaud nègre », depuis le scandale que déclencha la parution de son texte. Diégane s'engage alors, fasciné, sur la piste du mystérieux T.C. Elimane, se confrontant aux grandes tragédies que sont le colonialisme ou la Shoah. Du Sénégal à la France en passant par l'Argentine, quelle vérité l'attend au centre de ce labyrinthe ? Sans jamais perdre le fil de cette quête qui l'accapare, Diégane, à Paris, fréquente un groupe de

jeunes auteurs africains : tous s'observent, discutent, boivent, font beaucoup l'amour, et s'interrogent sur la nécessité de la création à partir de l'exil. Il va surtout s'attacher à deux femmes : la sulfureuse Siga, détentrice de secrets, et la fugace photjournaliste Aïda...

D'une perpétuelle inventivité, La plus secrète mémoire des hommes est un roman étourdissant, dominé par l'exigence du choix entre l'écriture et la vie, ou encore par le désir de dépasser la question du face-à-face entre Afrique et Occident. Il est surtout un chant d'amour à la littérature et à son pouvoir intemporel.



Œuvres

2014 : La Cale (nouvelle)
 2015 : Terre ceinte, Éditions Présence Africaine (ISBN 978-2-7087-0881-5, OCLC 1284873579)15
 2017 : Silence du cœur, Éditions Présence Africaine (ISBN 978-2-7087-0904-1, OCLC 1002301569)16,17
 2018 : De purs hommes, Éditions Philippe Rey, en coédition avec Jimsaan (ISBN 978-2-84876-663-8, OCLC 1031884154, lire en ligne [archive])18
 2021 : La Plus Secrète Mémoire des hommes, Éditions Philippe Rey, en coédition avec Jimsaan (ISBN 978-2-84876-886-1 et 2-84876-886-X, OCLC 1266530275, lire en ligne [archive])19,8
 Prix et récompenses
 Prix Stéphane-Hessel pour La Cale3
 Grand prix du roman métis et prix du roman métis des lycéens 2015 pour Terre ceinte20,21
 Prix Ahmadou-Kourouma 2015 pour Terre ceinte21
 Prix du roman métis des lecteurs, Prix littéraire de la Porte Dorée et Prix littérature monde 2018 pour Silence du cœur20,22,23
 Prix Transfuge du meilleur roman français 2021 pour La Plus Secrète Mémoire des hommes24,25
 Prix Goncourt 2021 pour La Plus Secrète Mémoire des hommes26,27
 Distinctions
 2015 : Order of Merit - Knight (Senegal) - ribbon bar.png Chevalier de l'Ordre du Mérite par le Président de la république du Sénégal Macky Sall28,29.
 2021 : SEN Order of the Lion - Commander BAR.png Commandeur de l'Ordre national du Lion du Sénégal par le Président de la république du Sénégal Macky Sall30.

Qui est Mohamed Mbougar Sarr ?

Mohamed Mbougar Sarr, né le 20 juin 1990 à Dakar au Sénégal, est un romancier sénégalais d'expression française et lauréat du prix Goncourt 2021 pour **La Plus Secrète Mémoire des hommes**.

Famille et formation

Mohamed Mbougar Sarr, fils de médecin, grandit au sein d'une famille nombreuse sérère à Diourbel au Sénégal. Il fait ses études secondaires au prytanée militaire de Saint-Louis avant de venir en France en classes préparatoires au lycée Pierre-d'Ailly de Compiègne puis intègre l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ses recherches portent sur Léopold Sédar Senghor, mais il interrompt sa thèse au moment où il se met à beaucoup écrire.

Carrière littéraire

Son premier roman, **Terre ceinte** — décrivant la vie d'une petite ville sahélienne fictive mise sous la coupe de milices islamiques djihadistes —, reçoit en 2015 le prix Ahmadou-Kourouma au salon du livre de Genève puis le grand prix du roman métis de Saint-Denis-de-la-Réunion3 et le prix du roman métis des lycéens.

Aux Jeux de la Francophonie de 2017, il reçoit la médaille de bronze dans la catégorie littérature pour sa nouvelle Ndënd.

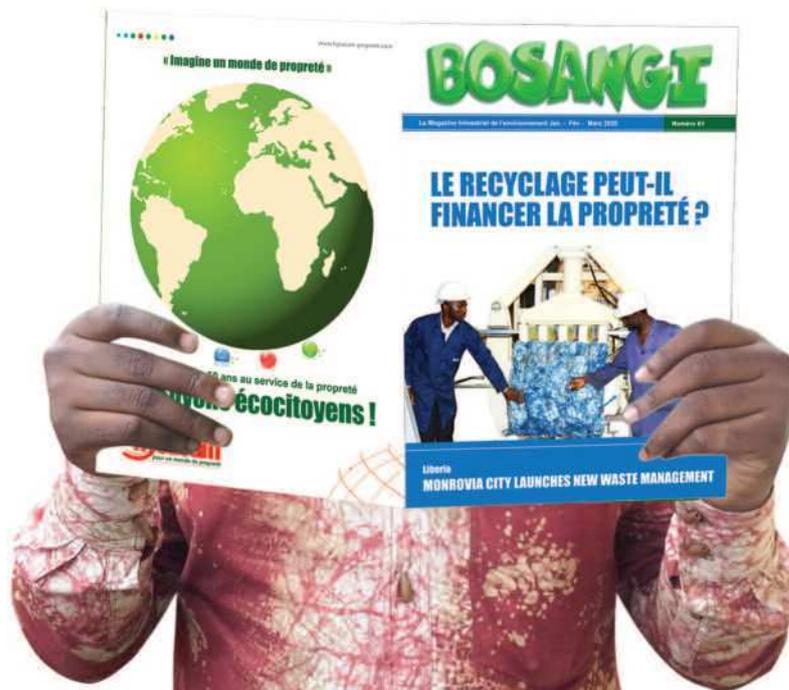
Son second roman, Silence du cœur — portrait du quotidien de migrants africains en Sicile — a reçu le prix littérature monde du festival Étonnants Voyageurs de Saint-Malo et le Prix du roman métis des lecteurs de la ville de Saint-

Denis en 2018.

Mohamed Mbougar Sarr est par ailleurs l'un des dix coauteurs de l'ouvrage collectif Politisez-vous !, essai auquel ont également contribué Hamidou Anne et Fary Ndao.

En novembre 2021, il reçoit le prix Goncourt7 pour son roman La Plus Secrète Mémoire des hommes, retenu aussi dans la deuxième sélection pour le Grand Prix du roman de l'Académie française, et qui s'inspire du destin de l'écrivain malien Yambo Ouologuem.

Au Sénégal, une polémique naît au sujet de son troisième roman, **De purs hommes**, inspiré d'un fait divers homophobe (une vidéo virale d'une foule qui déterre le cadavre d'un homme présumé géorgien au Sénégal).



Le trimestriel de l'Environnement Bosangi intéresse de plus en plus le politique et les administratifs du fait des problématiques qui y sont traitées. La question de la préservation de l'Environnement est tellement d'actualité, réelle et pertinente que tout le monde, jeunes, adolescents et décideurs devraient s'en préoccuper. D'ailleurs, à la lecture du rapport du GIEC on comprend la place importante qu'occupe l'homme dans la destruction de la planète. Cela signifie bien évidemment

que c'est encore l'homme qui doit soit arrêter ses pratiques qui portent gravement atteinte à la santé de la planète, soit développer des actions reconstructrices du globe terrestre.

Mais hélas, nous constatons que ce combat qui devrait être porté par bon nombres de relais d'information en Afrique afin que les humains prennent conscience des effets de leurs agissements sur le globe, est plutôt réduit à quelques structures et ONG qui malgré leur volonté et leur perspicacité ne pourront pas

toucher une multitude de personnes et d'influenceurs.

C'est l'occasion de féliciter l'équipe de rédaction de ce magazine et de lui faire la suggestion, de faire lire ce magazine par les jeunes et pourquoi pas de promouvoir les petites actions pour l'environnement développées par les africains. Je revivifie par ce message l'engouement des lecteurs et les prie de partager ces connaissances avec leur entourage et proches pour qu'il y ait moins de climato sceptiques à Afrique.

Josiane Schon



- **Gestion des déchets industriels**
- **Lutte anti vectorielle et phyto sanitaire**
- **Assainissement**
- **Nettoyage industriel**
- **Entretien des espaces verts**



DIRECTION GÉNÉRALE
B.P : 2172 Douala – Cameroun
Téléphone : +237 690 71 60 82

Agence de Yaoundé
BP : 781 Yaoundé
Tél : +237 699 08 01 64

Agence de Kribi
BP : 640 Kribi
Tél : +237 656 04 58 91

Agence d'Edéa
BP : 132 Edéa
Tél : +237 656 12 70 44

Agence de Nkoteng
Tél : +237 696 09 36 13

Email : info@seca-environnement.com
seca.hysacam@gmail.com

www.seca-environnement.com





« Imagine un monde de propreté »



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

Soyons écocitoyens !

